



## Entretien avec Eyal Weizman

Professeur au Goldsmiths College de l'Université de Londres, directeur du centre pour l'architecture appliquée à la recherche (*Centre for Research Architecture*) et directeur de l'agence *Forensic Architecture*.\*

*Les conflits contemporains se déroulent de plus en plus en milieu urbain et sont souvent caractérisés par une asymétrie entre les parties. Compte tenu de l'urbanisation croissante dans le monde, cette tendance est appelée à se poursuivre. S'ajoute à cela le fait que les belligérants prennent souvent soin d'éviter d'affronter leurs adversaires en terrain découvert, en se mêlant au contraire à la population civile, mettant ainsi en danger les vies et les infrastructures civiles.*

*Eyal Weizman, architecte et universitaire, a consacré la plus grande partie de sa carrière à l'interaction entre violence et environnement bâti. Il a étudié de manière approfondie la manière dont les combats sont menés dans des zones urbaines et comment l'architecture peut créer un environnement qui soit plus ou moins propice à la guerre urbaine. Tout récemment, il a élaboré une nouvelle discipline, l'architecture d'investigation, qui a pour objectif de mener des recherches sur les incidents survenant en zone urbaine, d'examiner les aspects architecturaux en jeu et, de ces différentes situations, de faire émerger des typologies. Dans le présent entretien, le professeur Eyal Weizman partage avec la Revue certaines de ses réflexions sur la guerre dans les villes.*

**Mots clés :** guerre urbaine, architecture d'investigation, l'environnement bâti, villes.



\* Cet entretien a été conduit le 5 septembre 2016 à Londres par Vincent Bernard, rédacteur en chef, et Ellen Policinski, éditrice principale de la Revue.

**Quel a été votre parcours ? Comment en êtes-vous arrivé à étudier l'interaction entre d'une part la violence et, d'autre part, l'architecture et l'environnement bâti ?**

J'ai fait mes études à l'école d'architecture « *Architectural Association School of Architecture* » de Londres, mondialement réputée pour être une école avant-gardiste, conceptuelle, qui s'intéresse au « code source » de l'architecture. À cette époque-là, j'étais déjà attiré par le fait de travailler sur des questions sociales et politiques. À mi-parcours du cycle d'études, les étudiants étaient supposés prendre une année sabbatique. Cette année-là – peu après l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin – je suis retourné en Israël et j'ai travaillé à titre bénévole pour le ministère palestinien de l'Aménagement, près de Ramallah. C'est là que j'ai réalisé que le ministère travaillait avec des cartes obsolètes : bien que les accords d'Oslo aient été signés et que le processus d'Oslo était alors en cours, on n'avait pas fourni aux Palestiniens d'informations cartographiques actualisées. Après avoir pris conscience de cela, j'ai commencé à faire comme de l'espionnage industriel à petite échelle : je me rendais dans les bibliothèques spécialisées en géographie ou en architecture, je photocopiais les cartes et je les ramenaient au bureau. J'ai compris l'importance de l'espace et de la représentation spatiale dans les questions politiques. Le manque de cartes actualisées était un problème politique.

À la fin de mes études, un groupe de défense des droits de l'homme basé à Jérusalem, B'Tselem, m'a demandé de participer à la rédaction d'un rapport sur les violations des droits de l'homme commises lors de la conception du projet d'implantation de colonies<sup>1</sup>. Au début des années 2000, il y avait environ 120 colonies. À ce moment-là, les plans des implantations n'étaient que de simples points sur la carte. Rien qu'en invoquant, pour contester le projet d'implantation, le principe juridique énoncé à l'article 49 de la Quatrième Convention de Genève – selon lequel un État occupant n'est pas autorisé à transférer sa propre population dans une région occupée –, on constate qu'un simple point au-delà de la frontière constitue déjà une violation de la règle. Cependant, nous étions d'avis que, si l'on ne s'appuyait que sur ce principe, quelque chose manquait du point de vue des droits de l'homme. Nous avons donc observé non seulement l'endroit où ces colonies devaient être implantées, mais également la forme qu'elles prenaient.

En tant qu'architectes, nous étions à même d'apprécier la situation de manière professionnelle, en nous disant : « Si je devais concevoir une implantation sans objectif politique, celle-ci aurait telle ou telle forme – circulaire dans un cas, longitudinale dans un autre cas. Pourtant, dans la réalité, les colonies ont des formes angulaires, longues et étroites. Quelle peut en être la raison ? » Nous nous sommes rendu compte que ces formes angulaires découpaient la Cisjordanie. À Jérusalem, les quartiers juifs étaient conçus non seulement pour être au service de leurs propres habitants, mais également pour limiter la possibilité des Palestiniens de vivre dans

1 B'Tselem, *Land Grab: Israel's Settlement Policy in the West Bank*, rapport, mai 2002, disponible sur : [https://www.btselem.org/publications/summaries/200205\\_land\\_grab](https://www.btselem.org/publications/summaries/200205_land_grab) (toutes les références Internet ont été vérifiées en janvier 2019).

leur propre espace et de le contrôler, ou d'y installer un commerce. De par leur forme même, les quartiers juifs disjoignaient les Palestiniens les uns des autres. C'est ce que nous avons décrit comme de la « violence architecturale », à savoir une violence qui est créée sur la planche à dessin des architectes. Ce rapport était l'un des premiers à faire le lien entre questions architecturales et violations des droits de l'homme, et cela fut à l'origine de l'architecture d'investigation en tant que concept ou discipline.

La violence s'exerce à différents niveaux en termes de durée et de rapidité. Il y a ainsi la violence lente du projet de colonies, le lent empiètement sur les terres – transformant celles-ci, épuisant leurs ressources en eau – qui est meurtrière et destructrice, mais qui dure des années, voire qui a des effets sur plusieurs générations. Cette violence lente se transforme parfois en violence cinétique. Les projets d'implantation ont besoin de leurs propres forces de sécurité : pour pouvoir avoir une colonie, il vous faut la défendre. Il vous faut également organiser des patrouilles – il vous faut faire des raids dans la ville voisine afin de décourager sa population d'opposer toute résistance. Ceci entraîne des incidents cinétiques tels que des fusillades, des arrestations, la destruction d'habitations, et cætera.

Nous avons compris que l'architecture se positionne entre cette violence lente de la planification et de la conception, et la violence rapide, cinétique. De nos jours, la violence rapide, cinétique surgit principalement dans des environnements bâtis. Ceux-ci sont complexes, non seulement de par leur organisation physique – avec de nombreuses rues et ruelles, des bâtiments de différentes formes – mais également parce qu'ils sont les environnements des civils, de différents groupes et, de plus en plus, des médias. Aujourd'hui, chacun est en quelque sorte un reporter, enregistrant et téléchargeant des contenus en ligne. Il est important de comprendre ce type de violence – la violence cinétique qui a lieu dans un environnement construit – d'un point de vue architectural. C'est ainsi qu'a émergé la proposition de l'architecture d'investigation, comme se situant sur un spectre allant de la violence lente à la violence rapide.

***Que désigne le concept de « forensic architecture » (architecture d'investigation), qui est également le nom de l'agence de recherche que vous dirigez et comment a-t-il conduit à votre réflexion sur les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire ?***

L'agence de recherche *Forensic Architecture*<sup>2</sup> a vu le jour suite à des années de travaux de recherche, théoriques et historiques, portant principalement sur Israël et la Palestine, la guerre en milieu urbain et la relation entre architecture et violence. *Forensic Architecture* fournit des éléments de preuve architecturaux à des organisations comme le CICR, les procureurs internationaux, les Nations Unies, Amnesty International, ou encore à de plus petits groupes politiques et des groupes de défense des droits de l'homme. Notre objectif est de faire prendre conscience

2 Note de la rédaction : *Forensic Architecture* est une agence de recherche basée au Goldsmiths College de l'Université de Londres. Pour plus d'informations sur le projet *Forensic Architecture*, voir le site Internet de l'agence, disponible sur : [www.forensic-architecture.org](http://www.forensic-architecture.org).

du fait que l'architecture constitue un cadre qui permet d'étudier toutes sortes de processus contemporains. Il s'agit d'un cadre absolument indispensable car si une guerre se déroule dans une zone urbaine, des traces de cette violence sont laissées sur les bâtiments. D'un côté, pour comprendre ce qui s'est passé, vous devez être capable de déchiffrer un bâtiment, de la même manière qu'un médecin-légiste autopsie un cadavre.

Par ailleurs, l'architecture d'investigation est un concept constitué de divers niveaux, allant de la violence rapide à la violence lente, entre la violence qui s'exerce sur la planche à dessin et la violence qui s'ensuit et qui se manifeste dans la ville et ses bâtiments, et qui examine la manière dont tous ces éléments interagissent et convergent entre eux. On peut également l'envisager sous un autre angle : de plus en plus, d'un point de vue criminalistique, on observe que différents moyens de preuve – qu'il s'agisse de preuves médicales, testimoniales ou vidéo, ou de munitions – sont dispersés ici et là dans un environnement urbain. Or, il est rare qu'un seul élément de preuve suffise en soi. Ce qu'il faut créer, c'est un assemblage de preuves. Il s'agit là d'intersections : des relations spatiotemporelles entre les différents éléments de preuve. La meilleure façon de visualiser ces relations, c'est d'utiliser des modèles tridimensionnels. Une grande partie de notre travail consiste à synthétiser des quantités énormes d'éléments de preuve. Il est facile de se représenter la relation qu'ont entre eux trois éléments de preuve – par exemple, la relation entre la déclaration d'un témoin oculaire, une arme et un impact de balle sur un mur. Mais ce sont souvent des milliers et des milliers d'éléments de preuve distincts que nous synthétisons dans l'espace et dans le temps en modèles numériques en 3D. Le modèle en 3D de l'environnement architectural devient un dispositif optique permettant de comprendre la relation entre ces différents éléments.

L'architecture est également importante en ce qu'elle comble le fossé qui, autrement, serait très important, entre différentes catégories de preuve : preuves testimoniales, preuves matérielles et preuves spatiales. L'architecture telle que nous l'utilisons, aussi bien dans le cadre du projet Saydnaya<sup>3</sup> – pour lequel nous avons reconstitué l'architecture d'une prison syrienne à partir des souvenirs de plusieurs survivants – que pour des projets précédents, est un moyen de transmission de la mémoire. C'est une manière de réveiller les souvenirs et de les rendre visibles. Conduire des entretiens dans un environnement virtuel simulé nous permet d'accéder à des souvenirs de témoins que l'on ne pourrait pas obtenir autrement.

Ce sont là les trois principales voies par lesquelles nous voyons émerger le rôle fondamental de l'architecture et il est possible de l'aborder en miroir de l'importance croissante de la criminalistique dans les domaines des droits de l'homme et du droit international humanitaire. À mesure que de nouveaux types de preuves font leur apparition, les preuves matérielles prennent une importance considérable. C'est ce que nous appelons le « tournant criminalistique [traduction CICR] ». Les travaux menés par l'équipe argentine d'anthropologie appliquée à la criminalistique (Argentine Forensic Anthropology Team) à propos des disparus en Argentine constituent

3 Voir Amnesty International et Forensic Architecture, *Saydnaya: Inside a Syrian Torture Prison*, disponible sur : <https://saydnaya.amnesty.org/>.

l'un des points de départ de ce tournant, travaux grâce auxquels les charniers ont cessé de n'être que des sites de cérémonies religieuses ou nationales, pour devenir une matrice épistémologique permettant de comprendre les conflits. Une grande quantité d'informations étaient contenues dans ces os et ces corps décomposés. Ces recherches ont joué un rôle important en déplaçant les travaux relatifs aux droits de l'homme vers des preuves matérielles. Nous nous sommes appuyés sur ce tournant criminalistique pour affirmer qu'il est essentiel de reconstituer des biographies non pas à partir d'ossements, mais à partir des médias et de l'architecture.

***Pouvez-vous nous donner quelques exemples de projets sur lesquels vous travaillez actuellement ?***

Permettez-moi d'illustrer par des exemples concrets ce tournant criminalistique et ses effets à différents degrés de violence, du plus petit au plus grand. À petite échelle, par exemple, une fusillade a eu lieu le 15 mai 2014, jour de la Nakba, à Beitunia en Cisjordanie. Une caméra de surveillance a filmé deux jeunes adolescents marchant le long d'une route et qui se sont fait tirer dessus. Les enregistrements de vidéosurveillance montrent clairement que les jeunes n'étaient pas en train de faire quoi que ce soit au moment des tirs. Plus tard, une autre vidéo a été diffusée sur CNN, sur laquelle on voyait les soldats tirer des coups de feu. Le défi consiste à reconstituer la scène révélée par ces deux enregistrements. Parce que ces deux événements sont survenus dans un espace défini, il nous fallait synchroniser les vidéos et montrer leur corrélation. Nous avons synchronisé tous les éléments de preuve afin de montrer qui avait tiré sur les adolescents. Qui plus est, nous avons utilisé un modèle en 3D pour déterminer l'angle d'où était prise chacune des vidéos dans l'espace. C'est ce qu'on appelle le « complexe image-architecture » : localiser où se situe dans l'espace le point de prise de vue de la vidéo. Sans cela, il est très difficile de comprendre la relation spatio-temporelle entre les vidéos. Nous avons réalisé ce travail pour les parents des adolescents tués et pour l'organisation Défense des enfants International<sup>4</sup>.

On peut faire la comparaison avec les contenus qui sortent en ce moment aux États-Unis – sur la brutalité de la police américaine à l'encontre de la communauté noire – dans lesquels une grande partie des éléments de preuve produits ont saisi auteur et victime sur la même image. Il s'agit, dans ce cas, d'une bonne séquence, qui peut rapidement se propager parce qu'elle raconte une histoire. Mais le plus souvent, dans la guerre urbaine, pour chaque séquence qui montre l'auteur et la victime sur la même image, il y a des dizaines, voire des centaines de vidéos, sur lesquelles on ne voit que l'un ou l'autre, ou ce qu'il s'est passé quelques instants avant ou quelques instants après, ou on n'entend que le son, ou seulement un élément du récit. Avec ce type d'informations, il est nécessaire de synthétiser et de composer, et l'architecture est le meilleur moyen de réaliser cette composition.

4 Voir Forensic Architecture, *Nakba Day Killings*, disponible sur : [www.forensic-architecture.org/case/nakba-day-killings/](http://www.forensic-architecture.org/case/nakba-day-killings/).

Nous avons abordé la violence à la plus petite échelle, celle contre le corps humain. Intéressons-nous maintenant au degré suivant : l'échelle d'une pièce d'un immeuble. Nous avons travaillé sur un projet pour le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme, Ben Emmerson. Celui-ci a fait état de l'utilisation de drones dans les guerres au Pakistan, en Afghanistan, en Somalie, au Yémen et à Gaza. En fait, tous ceux qui emploient des drones dans les hostilités ont alors réalisé que leur utilisation avait évolué et que les frappes au moyen de drones ne ciblaient plus seulement les routes et les endroits isolés, mais désormais les villes et les villages aux alentours. La violence des drones était devenue urbaine. Parallèlement, un type de missile particulier, l'AGM-114 Hellfire, capable de pénétrer plusieurs épaisseurs de murs et d'étages afin d'atteindre une pièce donnée, fut mis au point.

Le problème des munitions utilisées dans les frappes de drones de première génération était qu'elles utilisaient une charge creuse, élaborée initialement pour tirer sur des tanks. Elles faisaient l'affaire, tant que les cibles étaient des véhicules ou des camps militaires. Mais lorsqu'il s'est agi de frapper un bâtiment, la charge creuse n'était pas suffisante pour le détruire. Elle aurait explosé à l'impact, au niveau du toit, et le flux d'éjection d'acier fondu n'aurait pas pénétré le bâtiment suffisamment en profondeur.

Ceci nécessitait donc la mise au point d'un nouveau type de munitions doté d'un détonateur à action différée, pouvant percer les épaisseurs d'étages et de plafonds et atteindre une pièce désignée avant qu'il y ait impact et explosion. L'AGM-114 Hellfire peut ainsi exploser dans une pièce située un ou deux étages en-dessous du point d'impact. Les défenseurs de cette technologie la décrivent comme « humanitaire » au prétexte qu'elle limiterait les dommages collatéraux. En réalité, elle les réduit si on les compare aux effets produits par d'autres types de bombes qui auraient pu être utilisées, comme les bombes d'un quart de tonne, qui, pour tuer une personne cible se trouvant dans un bâtiment, devaient détruire l'ensemble du bâtiment et tuer toutes les personnes à l'intérieur. Cette nouvelle technologie a donc réduit les dommages collatéraux, mais elle a aussi favorisé la prolifération de l'usage des drones. Le fait qu'elle constituait un moindre mal lui a en effet valu d'être utilisée plus fréquemment. L'utilisation de ce type de munitions est allée de pair avec la prolifération des frappes de drones sur les villes. Peut-être qu'en l'absence de cet outil, le conseiller juridique de la Maison Blanche n'aurait pas autorisé autant de frappes.

Nous avons réalisé une analyse structurelle et mis au point un logiciel afin d'examiner les tendances dans le temps et dans l'espace. Toutes les informations concernant les frappes de drones que nous avons utilisées provenaient du bureau du journalisme d'investigation (*Bureau of Investigative Journalism*), qui a catalogué chacune des frappes de drones à partir d'informations provenant de chaînes locales et de personnes sur le terrain – ils disposaient ainsi d'un fichier documentant plusieurs centaines de frappes de drones au Pakistan. Personne n'avait étudié le type de cibles qui avaient été frappées, alors nous sommes revenus sur chacun des articles et nous avons entrepris de classer les frappes en fonction des dommages causés à l'architecture. Qu'est-ce qui était visé ? Était-ce l'habitation d'un civil, un marché,

un bâtiment public, une mosquée, une rue, un espace découvert, une voiture ? Nous avons également analysé le niveau des dommages et établi une base de données contenant ces informations.

En commençant à observer les tendances et les relations entre toutes les informations recueillies, nous avons constaté une augmentation du nombre des frappes sur les villes. Le modèle habituel des frappes de drones américaines avait dû être modifié car les talibans avaient compris les frappes dites de signature : si vous conduisez le long de cette route, à telle heure de la nuit après vous être rendu dans telle mosquée ou avoir été dans tel endroit, boum ! Les talibans sont alors allés s'installer dans la ville, ont cessé de conduire, se sont mis à se déplacer à pied, à bicyclette ou à moto, et à conduire du bétail entre les bâtiments. La pratique américaine a donc contribué à modifier le comportement sur le terrain. Une coévolution se produisait, les deux camps pratiquant la reconnaissance de formes.

Certains éléments de preuve, apparus avec ce changement dans les frappes de drones, se démarquaient singulièrement. Que se passe-t-il lorsqu'on utilise une munition avec détonateur à action différée qui n'entraîne pas l'effondrement du bâtiment ? Celle-ci laisse invariablement un trou dans le plafond. Il nous fallait donc chercher des trous dans les plafonds afin de démontrer l'augmentation du nombre de frappes de drones dans les villes – c'étaient là les brèches architecturales de notre travail. Comment corrélait un détail architectural – un trou dans un plafond – avec une politique et avec l'augmentation du nombre de victimes civiles ? Le problème, c'est qu'un tel trou mesurait environ 30 centimètres. Or, la taille d'un pixel d'une image satellite étant de 50 centimètres, les trous dans les plafonds se retrouvaient complètement dilués dans un seul pixel. Afin de recueillir des preuves, nous avons utilisé toutes sortes de documents vidéo, qui furent alors sortis clandestinement du Pakistan et nous avons dû mettre au point une méthode d'analyse de ces vidéos prises au moyen de téléphones portables<sup>5</sup>.

Passons maintenant au degré supérieur : l'échelle d'une ville. Amnesty International nous a demandé de reconstituer une période de 24 heures lors de la guerre de Gaza de 2014, à savoir le 1<sup>er</sup> août 2014. Ce jour-là, la capture d'un soldat israélien par le Hamas avait mené au déclenchement de la procédure Hannibal. Il s'agit d'une directive secrète, qui autorise les soldats à risquer la vie du soldat capturé afin de mettre fin à la capture, mais qui est en réalité comprise par les soldats comme signifiant qu'ils ont l'autorisation – voire le devoir – de tuer leur camarade pour empêcher celui-ci de devenir prisonnier<sup>6</sup>. Ni Amnesty International ni ses reporters n'ont eu le droit d'entrer dans Gaza pendant cette guerre ou à la fin de celle-ci.

5 Voir Forensic Architecture, *Drone Strikes: Investigating Covert Operations through Spatial Media*, disponible sur : <http://wherethedronesstrike.com> et <http://www.forensic-architecture.org/case/drone-strikes/>.

6 Pour plus d'informations sur cet incident, voir Jason Burke, Julian Borger et Paul Lewis, « Israel Bombs Rafah after Soldier Disappears amid Gaza Ceasefire Collapse », *The Guardian*, 1<sup>er</sup> août 2014, disponible sur : [www.theguardian.com/world/2014/aug/01/israel-bombs-rafah-soldier-disappears-gaza-ceasefire-collapse](http://www.theguardian.com/world/2014/aug/01/israel-bombs-rafah-soldier-disappears-gaza-ceasefire-collapse). Pour plus d'informations sur la procédure Hannibal, voir Judah Ari Gross, « Israeli Army Cancels Controversial Hannibal Protocol », *The Times of Israel*, 28 juin 2016, disponible sur : [www.timesofisrael.com/idf-chief-puts-an-end-to-contentious-hannibal-protocol/](http://www.timesofisrael.com/idf-chief-puts-an-end-to-contentious-hannibal-protocol/).

Nous avons donc dû nous appuyer sur le nouveau type de témoignage qui faisait son apparition, en particulier dans les zones urbaines : le témoignage participatif.

Nous disposions, d'une part, de témoignages venant de soldats, grâce à une organisation appelée « *Breaking the Silence* » (briser le silence), qui recueille le témoignage de soldats israéliens. Les soldats eux-mêmes prennent de plus en plus de photos et de vidéos, en utilisant par exemple des caméras GoPro. Ceux-ci se retrouvaient ainsi à documenter leurs propres violations de règles humanitaires, ou celles de leurs camarades : c'est un type de témoignage participatif. Étant saisis au moment des faits, ces témoignages participatifs constituent un type de preuves très différent du témoignage ordinaire, qui intervient après le déroulement des faits. Nous disposions également d'autres témoignages provenant des Palestiniens basés à Rafah.

Ce qui rendait cette guerre si particulière, c'est qu'au mois d'avril de l'année suivante, la Palestine allait ratifier le Statut de Rome, suite à des demandes pressantes et soutenues de la société civile palestinienne sur le gouvernement Abbas. Au moment de la guerre, il y avait donc un consensus de plus en plus large entre les différents groupes palestiniens, notamment le Hamas, le Jihad islamique palestinien et, bien sûr, le Fatah, sur la question de rejoindre la Cour pénale internationale (CPI), tout en sachant que cela pourrait les exposer à leur tour à des poursuites pour les cas qui relèveraient de la compétence de la CPI. Cette situation, ainsi que le simple concept, très humain, selon lequel, lorsque quelque chose se produit autour de vous, vous voulez, au minimum, l'enregistrer, a conduit de nombreuses personnes à risquer leur vie en prenant des photos et des vidéos.

À *Forensic Architecture*, nous nous retrouvions avec des milliers de vidéos et d'images et il nous fallait reconstituer une période de vingt-quatre heures de cette guerre en travaillant à établir des liens entre ces images. Une image montrait par exemple des tanks entrant dans la ville, une autre une frappe touchant un bâtiment, une autre un nuage en forme de champignon au-dessus d'un endroit donné et une autre encore des civils marchant avec des drapeaux rouges. Quel était le lien entre ces différents événements ? Parfois, le nombre considérable d'images d'une guerre apporte plus de confusion que de clarté. Il y a une quantité incroyable d'images qui ne peuvent pas être interprétées, à moins d'avoir le cliché gagnant qui montre sur la même image l'auteur et la victime. Mais cette fois-ci, nous n'avions rien de tel. Nous avions, au contraire, des événements épars et ce qu'il nous fallait faire, c'était de tous les assembler selon un certain modèle. C'est ce qui nous a amenés à mettre au point un modèle de la ville entière de Rafah, dans lequel nous avons localisé chacune de ces sources dans le temps et dans l'espace, afin d'être en mesure de reconstituer les faits. On se situe là à l'échelle de la ville<sup>7</sup>.

Pour ce qui est de l'échelle la plus large, *Forensic Architecture* s'intéresse à ce que nous appelons la violence environnementale – en d'autres termes, la violence lente qui nuit à l'environnement. La déforestation en est un bon exemple. Au Guatemala, nous avons participé à des travaux de recherche liés aux années au pouvoir du président Efraín Ríos Montt. Selon les informations que nous avons rassemblées, la

<sup>7</sup> Voir *Forensic Architecture, Rafah: Black Friday*, disponible sur : [www.forensic-architecture.org/case/rafah-black-friday/](http://www.forensic-architecture.org/case/rafah-black-friday/).



déforestation de la zone appelée le « triangle ixil », dans le département guatémaltèque du Quiché, était partie intégrante de la stratégie de l'armée visant à contrôler la zone et, en réalité, du génocide dont Ríos Montt a été reconnu coupable (même si celui-ci a passé une seule nuit en prison, puis en assignation à résidence, avant que le jugement ne soit annulé). Il était nécessaire que l'ensemble de ces événements – la déforestation, la destruction des villages ixils et la reconstruction de villages « modèles » ou villages permettant la concentration des populations, placés sous le contrôle du régime – soient compris d'un point de vue spatial<sup>8</sup>.

En ce moment, nous travaillons de plus en plus sur le lien entre le changement climatique et la violence, suivant ce que nous appelons le « rivage du conflit » – c'est à dire la ligne d'aridité, la bande de désert qui traverse la planète. Le mouvement de cette ligne d'aridité – qui se déplace à mesure que le changement climatique fait bouger les limites du désert – déclenche ou attise une série de conflits sur son chemin. L'une des lignes d'aridité – au-delà de laquelle les précipitations sont inférieures à 200 mm par an, ce qui correspond à la définition scientifique d'un désert – commence en Afrique du Nord, au Maroc et en Algérie, à la limite nord du Sahara, et traverse la Libye, l'Égypte, le nord du Néguev où les Bédouins sont déplacés par le gouvernement israélien, jusqu'en Cisjordanie. De Cisjordanie, elle passe en Jordanie, puis en Syrie, à Deraa, point de départ des protestations qui ont conduit à la guerre civile syrienne. Elle traverse toutes les villes majeures de conflit, notamment Rakka, la capitale de l'État islamique, puis se poursuit en Irak, en Iran, à la frontière pakistanaise et en Afghanistan.

Des architectes travaillent également sur cette échelle environnementale, beaucoup plus vaste. Lorsqu'une personne est abattue ou décapitée au couteau, il s'agit d'une violence immédiate, éruptive, qui est parfois causée par cette lente transformation sur le plan environnemental. Et il est nécessaire que nous fassions le lien entre les deux. Ces phénomènes ont généralement été considérés selon différentes perspectives et abordés par diverses organisations – par exemple, Greenpeace se consacrant aux questions climatiques et Amnesty International travaillant sur le lien avec les conflits – mais nous savons désormais que tous ces éléments sont liés. Il est nécessaire d'élaborer un cadre permettant de croiser, de façon transversale, le travail de ces organisations.

***Partant des constats que vous avez pu observer au cours de vos recherches, y a-t-il davantage de conflits dans les villes aujourd'hui que par le passé ?***

Dans les conflits armés qui se déroulent à l'heure où nous parlons, la plupart des combats se déroulent dans des villes. Les asymétries de la guerre sont telles que si un groupe armé tente d'opposer une résistance à une armée occidentale – ou, tout au moins, une armée moderne disposant d'une puissance aérienne – depuis une zone non urbaine, il sera une cible facile. Daech a pu survivre pendant un certain

8 Voir Forensic Architecture, *Guatemala: Operacion Sofia*, disponible sur : <https://www.forensic-architecture.org/case/guatemala-operacion-sofia/>.

temps dans le désert, mais seulement en raison de la réticence ou de l'incapacité de l'armée syrienne à les attaquer. Une fois que les groupes armés commencent à être la cible d'attaques aériennes systématiques, ils n'ont pas d'autre choix que de se replier dans les villes.

Cet aspect de la guerre n'est pas nouveau ; il a toujours caractérisé la guerre asymétrique. Si l'on veut opposer une position défensive lourde, l'environnement doit être soit une jungle, où se sont par exemple développés les mouvements de résistance d'Amérique centrale, soit une ville. La ville est une sorte de jungle bétonnée, urbaine. Un environnement urbain peut niveler certaines des asymétries intrinsèques aux conflits armés non internationaux, parce qu'il y est plus aisé pour les groupes en défense, qui connaissent bien la ville (ou la forêt), de s'y déplacer et de disparaître, de se fondre dans la population, etc. Ceci explique également la relation entre la déforestation en tant que tactique militaire – utiliser, par exemple, des herbicides dans les conflits, comme au Vietnam dans les années 1960 et 1970, au Guatemala dans les années 1980 et en Colombie très récemment – et la destruction urbaine dans des endroits tels que Grozny dans les années 1990, Jénine au début des années 2000, Gaza en 2008-2009, 2012 et 2014, et le district de Sur dans la province de Diyarbakir, à l'est de la Turquie, plus récemment.

### ***Comment les différents acteurs engagés dans des conflits armés – États, groupes armés, civils – utilisent-ils l'environnement bâti ?***

Depuis les années 1990, suite à l'émergence d'un ensemble de nouveaux défis urbains, des groupes de réflexion sur les questions militaires et de sécurité ont produit de très nombreuses études. Désormais, le champ possible des hostilités n'est plus simplement la guerre balistique nucléaire ou la guerre de char à char, tandis que la guerre contre-insurrectionnelle se déroule dans les zones urbaines plutôt que dans les forêts équatoriales. Lorsque cette transition s'est opérée, les armées n'y étaient pas préparées, ni sur le plan conceptuel, ni en termes d'équipement et de matériel. Qu'il s'agisse des armes individuelles, de la surveillance ou des véhicules utilisés, l'équipement était voué à servir la guerre blindée. Les forces armées ont donc commencé à envisager les villes de manière très sérieuse. Des réflexions approfondies ont ainsi été menées aux États-Unis et en Israël (pays sur lequel portaient mes propres recherches). La réflexion urbaine et architecturale – la discipline universitaire « études urbaines » étant plutôt critique et certainement de gauche – fut adoptée par les militaires.

Que se produit-il lorsque l'on se sent exclu d'une conversation ? On dévore le sujet, n'est-ce pas ? On se met à « engloutir » tout ce qui a été écrit sur la question. C'est ce que les militaires ont fait avec les publications traitant des questions urbaines qui se multipliaient dans le milieu universitaire au cours des trente dernières années. Les villes furent l'objet de nombreuses réflexions parce qu'en réalité, le processus d'urbanisation s'était accéléré avec la mondialisation ayant suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale. La mondialisation a favorisé le développement de relations entre les villes, y compris celles de l'Est et du Sud, et, en conséquence, les publications concernant les villes émanaient principalement des études postcoloniales et des

études urbaines, et sont apparues en raison de l'intérêt des universitaires (pour bon nombre d'entre eux, d'approche de gauche néo-marxiste, postcoloniale ou postmoderne) pour les villes en tant que sites d'hybridité – des sites complexes de production à la fois sociale et économique.

Lorsque les militaires se sont rendu compte qu'ils n'avaient pas proposé leur propre réflexion sur le sujet, ils se sont fait un devoir de se doter d'une bibliothèque que tout universitaire de gauche envierait. C'était une situation très paradoxale : le chef de l'institut de recherche israélien sur la théorie opérationnelle (*Operational Theory Research Institute*, groupe de réflexion sur la sécurité militaire dirigé par Shimon Naveh, docteur en études militaires) enseignait à ses élèves des auteurs tels que Deleuze et Guattari (philosophes français d'extrême-gauche), Foucault, des théoriciens postcoloniaux comme Gayatri Spivak et même des groupes d'artistes tels que l'Internationale situationniste. Ces théories servaient de guide face à la complexité du milieu urbain. Le problème des villes est complexe : une ville n'est pas qu'une simple concentration de bâtiments. Tout ce qui se passe dans la ville devient complexe d'un point de vue opérationnel et politique, en particulier dans les milieux où les médias sont très présents et dans lesquels les civils et les combattants sont étroitement imbriqués. Cette évolution a mené à toutes sortes de systèmes complexes, à une co-évolution et à un co-apprentissage, qui ont, à cette période, connu un succès mitigé, du point de vue militaire.

Du point de vue des insurgés, les personnes veulent en général se retrancher dans l'endroit où il sera le plus difficile de les trouver, où ils bénéficient de soutien et où ils peuvent facilement disparaître. Il est donc parfaitement logique que les mouvements de résistance se déplacent vers les parties les plus denses des villes ou des camps de réfugiés. En même temps, les militaires, dans ce que Derek Gregory a appelé le « présent colonial [traduction CICR]<sup>9</sup> » – le type d'occupation observé en Afghanistan, en Irak ou en Palestine – ont compris que la ville devait être pensée comme un site d'hétérogénéité : pas seulement comme une zone dans laquelle se déroule un conflit, mais également comme la situation qui a fait naître le conflit. Ceci signifie, pour prendre un autre exemple, que les stratèges ne considèrent plus seulement les camps de réfugiés comme un lieu de conflit ; les camps de réfugiés sont vus comme générateurs de conflit. Pour rompre avec cette situation, il faudrait donc que les plans des camps de réfugiés soient repensés : d'un lieu dense où les eaux d'égout se déversent dans les rues, à des blocs d'immeubles systématisés qui pourraient, *a priori*, être plus facilement contrôlés.

### ***Un peu comme la ville de Paris après les révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle...***

Tout à fait. De nombreuses dynamiques économiques et de classe étaient à l'œuvre dans l'haussmannisation de Paris, mais celle-ci obéissait aussi à une logique stratégique, à savoir contrôler les voies de mouvement à travers la ville, tout simplement

9 Voir Derek Gregory, *The Colonial Present*, Blackwell Publishing, Malden, MA, 2004.

parce que les mouvements de résistance à la monarchie et, plus tard, au Second Empire, cherchaient à développer des zones autonomes en bloquant la circulation. Dans le quartier dense des ouvriers, c'est par l'installation des fameuses barricades que se fit ce blocage. Contrôler une ville, c'est contrôler les moyens de circuler dans la ville. Pour pouvoir être en mesure de vous y déplacer, de vous rendre partout où vous le souhaitez, vous devez garder les voies de circulation ouvertes, ou bien créer de nouvelles artères par la planification, par la destruction, ou encore par l'interaction des deux. Construire des rues larges est toujours une bonne chose pour des militaires qui veulent contrôler un environnement. C'était le cas à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est le cas dans le camp de réfugiés de Balata près de Naplouse et c'est le cas dans le camp de réfugiés palestiniens au Liban.

L'armée cherche toujours à résoudre les problèmes politiques par des moyens urbains / architecturaux. On peut citer à cet égard la destruction de camps de réfugiés par Israël dans les années 1970. Ariel Sharon, qui supervisait cette campagne, était l'un des plus fervents constructeurs de logements sociaux dans le nord de la bande de Gaza, par exemple à Beit Lahia. Le modèle utilisé pour l'architecture de ces projets de logements sociaux était simplement inspiré de celui du développement des villes israéliennes et exporté à Gaza. Il s'agissait de faire sortir les réfugiés des camps parce qu'ils ne seraient alors plus, soi-disant, des réfugiés. Ariel Sharon et les forces armées israéliennes pensaient encore à ce moment-là que l'identité était liée à l'environnement spécifique du camp. Une autre idée était que les réfugiés ne résisteraient pas s'ils avaient quelque chose à y perdre. C'est une idée qui ne date pas d'hier. Vous souvenez-vous de Levittown, aux États-Unis ? C'était un quartier construit et géré selon le principe que toute personne qui serait propriétaire de son logement ne deviendrait pas un communiste. L'architecture est un bon moyen de créer quelque chose qui peut ensuite vous être retiré. C'est là l'une des multiples manières dont l'architecture et la guerre interagissent l'une avec l'autre.

***Vous avez décrit précédemment les tactiques utilisées par l'armée israélienne comme étant « très architecturales ». Pouvez-vous nous en dire davantage ?***

Combattre en ville, du point de vue des insurgés comme des militaires, exige de façonner la ville. Cela se fait parfois à un micro-niveau – en construisant des trappes, des cages d'escalier et des couloirs secrets – et cela se fait parfois en utilisant des bulldozers. Il faut bien comprendre cette similitude. Les bulldozers qui ont ravagé le camp de réfugiés de Jénine en 2004 en sont un bon exemple. Dans le cas du camp de Jénine, une manière de comprendre ce type de guerre est de dire : « Tant de maisons ont été détruites ; ce qui correspond à tel pourcentage de la ville ». Ce n'est pas la manière dont un architecte considérera la situation. Celui-ci regardera quelles maisons ont été détruites et analysera le lien entre celles-ci – qu'apporte leur destruction ? En appliquant une telle approche, une certaine logique est apparue : c'est une sorte d'haussmannisation du camp de Jénine qui avait lieu. Les bulldozers avaient suivi une certaine logique dans ce qu'ils détruisaient. Cette opération a ouvert la ville, l'a ré-agencée, de manière à ce qu'elle puisse être contrôlée.

En fait, lors de la reconstruction de Jénine, en partie grâce à un don provenant d'une Société du Croissant Rouge, les routes furent reconstruites différemment. Elles furent légèrement élargies pour permettre le passage des chars, parce qu'ils voulaient éviter d'autres destructions. Ceci déplut fortement à la résistance à l'intérieur du camp, car cela signifiait ouvrir le camp au contrôle de l'armée. Il n'entre pas dans le rôle des humanitaires de rendre le passage d'un char plus facile – et la largeur d'un char n'est certainement pas la norme de construction standard pour la largeur d'une rue.

Les villes et les bâtiments sont également des instruments de mouvement, pour les véhicules et pour les corps. Ce qui fut fait à Jénine au niveau des véhicules fut fait à Naplouse et Balalte au niveau individuel du soldat. On peut citer à titre d'exemple les trous dans les murs laissés par les mouvements des soldats à travers les bâtiments. Imaginez que vous soyez assis chez vous en train de prendre un repas et, soudain, le mur juste à côté de vous est détruit et des soldats entrent dans la pièce. Mais ce n'est pas après vous qu'ils en ont et ils disparaissent aussitôt par un autre trou dans le mur derrière vous. Pour planifier ce type d'opérations, il faut avoir une conception tridimensionnelle de la ville. La guerre urbaine ne se déroule pas uniquement en surface. Elle a également lieu au-dessus et en-dessous – elle est volumétrique. Parfois, les résistants se trouvent à un endroit et les soldats se trouvent au-dessus et en-dessous. Et les troupes se déplacent alors comme le ver dans la pomme : plutôt que d'être à la surface, le ver parcourt la pomme selon des modèles 3D et dans toutes les directions. Ainsi, les soldats doivent réfléchir à la manière des architectes et les architectes sont parfois amenés à penser comme des soldats. Il peut arriver que des architectes conçoivent le plan d'un quartier dans le but de privilégier son contrôle ou, au contraire, dans le but de favoriser l'opposition.

***Par le passé, les tactiques de guerre visaient parfois à la destruction totale des villes. Aujourd'hui, les affrontements en zone urbaine semblent prendre en compte le fait que les troupes doivent se battre à l'intérieur de la ville, sans pour autant la réduire en ruines et en tenant compte de la population urbaine. Comment envisagez-vous cela sous l'angle du droit international humanitaire ?***

Lorsque Hambourg, Dresde et Hiroshima ont été bombardées pendant la Seconde Guerre mondiale, cela traduisait une conception binaire de la guerre. C'était la guerre totale. La population civile était considérée (de manière illicite) comme participant à l'effort de guerre, que ce soit via l'industrie ou par toute autre forme de soutien aux forces combattantes. Au Japon ou en Allemagne, il n'existait pas de groupes d'opposition qui pouvaient être soutenus en vue de créer des failles dans la structure politique. La façon de voir était que si vous vous trouviez derrière telle ligne, si vous étiez sur le territoire allemand, alors vous participiez à l'effort de guerre. Le fait de raser les villes était donc, dans une certaine mesure, le produit de cette conception de la guerre comme une situation binaire. La ville était toujours une ville de malfaiteurs et donc, en quelque sorte, responsable de ce qui se passait dans le Pacifique

ou en Europe sur le front de l'Est ou sur le front de l'Ouest. Bien entendu, ceci était parfaitement illicite. Attaquer des parties civiles d'une ville est contraire au droit international, quelle que soit votre façon de voir les choses.

De nos jours, de nombreuses attaques menées en zones urbaines relèvent d'un calcul politique. On peut se figurer les villes comme des environnements qui sont déjà saturés de conflits, entre divers groupes politiques, ethniques ou linguistiques qui s'opposent. Par conséquent, dans les guerres en ville, la violence s'exerce souvent sur un terrain déjà saturé de conflits politiques et sociaux internes. Elle cherche d'une certaine façon à ouvrir des brèches, ou à intervenir dans des conflits existants, ce que l'armée désigne parfois comme « l'injection d'énergie cinétique dans les relations sociales ». Une perception courante veut que, dans les guerres en ville, la population civile soit un obstacle qui entrave les activités des militaires. Or, ceci est faux car les combats en zones urbaines affectent les civils. Ceux-ci sont un élément crucial de l'équation : les blesser ou les protéger fait partie intégrante de la stratégie. La guerre urbaine est politique dans le sens où elle cherche à influencer, à gagner la sympathie de la population civile, à la diriger afin d'influencer ses positions, à obtenir son soutien. Parfois, les militaires veulent dissuader – c'est-à-dire soumettre les civils, les contraindre, par la peur ou la terreur, à faire ce qu'ils veulent. D'autres fois, les militaires cherchent à protéger ou à aider les civils afin, également, que ceux-ci se conforment à leur volonté. Dans ces circonstances, permettre à l'aide médicale ou humanitaire d'avoir accès aux populations civiles fait partie intégrante de la stratégie. Aussi, considérer le meurtre de civils comme un « dommage collatéral » est problématique. La guerre en milieu urbain affecte les civils et leur sort fait partie de l'objectif de la guerre. Dans cette forme de guerre, c'est avant tout de civils dont il s'agit.

### ***Comment décririez-vous les conséquences de la guerre urbaine moderne pour les acteurs humanitaires ?***

En tant qu'acteur humanitaire, il vous faut être conscient que lorsque vous intervenez dans une situation de guerre en milieu urbain, vous courez aussi le risque de vous faire instrumentaliser. Récemment, il a été clairement démontré, dans des villes comme Alep, que l'aide humanitaire, lorsqu'elle est contrôlée par les détenteurs du pouvoir, peut devenir un instrument militaire et politique, utilisé soit pour ne soutenir que la population alliée, soit pour mener une politique de la carotte et du bâton. Une autre tactique de la guerre urbaine est d'aggraver une crise humanitaire, dans une sorte de rétablissement de la tactique classique du siège qui tente de contrôler les personnes, ou de les forcer à se rendre en leur coupant tout approvisionnement. Aujourd'hui, cependant, cela s'avère un peu plus complexe. Il n'est pas possible de couper complètement les approvisionnements en raison de la vigilance des médias. Les parties au conflit doivent donc montrer qu'elles autorisent, sous certaines conditions, l'assistance. Comme elle doit compter avec les médias et l'aide humanitaire, la guerre de siège contemporaine est plus complexe que la guerre de siège traditionnelle.

## ***Quel rôle peuvent et doivent jouer les architectes et les urbanistes dans l'action humanitaire ?***

À mon avis, nous devons envisager la question de l'aide humanitaire comme une question urbaine à part entière. Le problème des villes a toujours été un problème de circulation des biens, de nourriture – principalement de céréales – et, à partir d'une certaine période au début de l'ère moderne, de services médicaux. L'histoire des villes a commencé à s'écrire à propos d'un problème de circulation des céréales – sur ce sujet, on peut lire Foucault sur la gouvernementalité<sup>10</sup>. Il en va de même pour la santé publique. La santé publique, c'est le fondement de la planification urbaine. L'action humanitaire est un type d'action véritablement urbain et il est important que les humanitaires se mettent à penser à leur pratique d'un point de vue urbanistique et architectural. Il nous faut appréhender les actions humanitaires au-delà d'une simple question statistique de nombres de corps humains dans l'espace, de bouches à nourrir ou de blessures à guérir. L'emplacement d'un hôpital ou d'un centre de distribution de nourriture ou d'autres formes d'assistance a une dimension urbaine. Ces endroits influent sur les hiérarchies spatiales et, parfois, interfèrent avec celles-ci et les manipulent ; ils ont une incidence sur la manière dont la ville fonctionne ou sur les relations entre villes, camps et villages. Une réflexion sur les lieux et le flux des distributions pourrait être menée en coopération avec des architectes et des urbanistes.

L'architecture est à la fois un cadre permettant d'explorer, d'analyser et d'enquêter sur des situations et un moyen d'intervention. L'intervention architecturale n'est pas toujours une question de mortiers et de briques, ou de la sélection de tel ou tel site pour la construction d'un bâtiment. Par exemple, si vous prenez une école et que vous la convertissez en centre médical d'urgence, il s'agit d'un acte architectural qui va avoir un impact sur la manière dont le quartier fonctionne sur le long terme. Il nous faut penser aux types de conséquences que cela entraîne. Quels types de vulnérabilités ou d'effets secondaires potentiels peuvent en résulter ? Comment la ville, ou l'agglomération, ou les relations dans l'ensemble de la périphérie, s'en trouvent-elles affectées ? Quels sont les effets sur la circulation et les flux dans la ville ? L'architecture devrait donc faire partie intégrante de cette réflexion.

***Nous avons mentionné la manière dont les dommages causés à une ville peuvent être déchiffrés comme des blessures sur un cadavre. Vous semblez introduire une idée nouvelle, selon laquelle il y a également une certaine prévisibilité dans la guerre urbaine. Ces travaux pourraient-ils être utilisés pour prévenir les conflits ?***

Je serais très prudent en matière de prédictions ou de pronostics. Par exemple, le long de la ligne d'aridité, on peut dire qu'il y a une vulnérabilité accrue et que certaines tensions ou conflits existants pourraient s'en trouver aggravés ; mais, en théorie,

10 Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977–1978*, Gallimard/Seuil (Collection « Hautes Études »), Paris, 2004, p. 33 et s.

certaines sociétés pourraient tout aussi bien composer avec ces changements et les assimiler. Nous n'avons pas vu au Maroc le même degré de transformation que celui observé en Tunisie et en Libye, bien que les effets du changement climatique y aient été semblables. Nous utilisons, avec circonspection, certains des principes de la criminalistique prédictive. Qu'est-ce que la criminalistique prédictive ? Eh bien, en général, la criminalistique est orientée vers le passé – la question principale étant, « Que s'est-il produit ici ? » – mais, de plus en plus, elle évolue pour s'intéresser à l'avenir.

La criminalistique prédictive, c'est la futurologie de la guerre contemporaine. Elle étudie l'avenir de manière mathématique, en utilisant des outils analogues à ceux de gestion des risques utilisés par les entreprises financières, de marketing ou de sécurité. La meilleure manière de comprendre cela, c'est en prenant l'exemple de la criminalistique prédictive appliquée par les États-Unis au Pakistan et au Yémen, dans les assassinats ciblés, où l'on part du principe que les personnes commettront des actes de violence parce que la reconnaissance de formes démontre qu'elles le feront en effet – même si elles n'ont encore commis aucune violence. Elles sont prises pour cible avant d'avoir une chance de passer à l'acte. L'analyse structurelle effectuée par les États-Unis au Pakistan et au Yémen scanne divers éléments de données concernant la vie des personnes – par exemple, leurs mouvements le long de certains axes jugés « toxiques » par le Pentagone, des appels téléphoniques vers des numéros spécifiques, ou des rassemblements dans des bâtiments religieux donnés – afin de dégager des tendances pouvant correspondre à un comportement « type » que les États-Unis associent à une activité militante<sup>11</sup>. Selon cette pratique des « frappes signatures », les États-Unis ciblent des personnes qui, sur le fondement d'un algorithme, représenteraient un « risque imminent », sans que leur identité ou leur nom soient connus<sup>12</sup>. C'est ce qu'on appelle la criminalistique prédictive. C'est une branche de la criminalistique qui est également connue des climatologues. Les preuves sont du domaine du présent, mais la destruction se situe dans l'avenir. Les modèles ne sont pas hiérarchiques pour ce qui est du temps. On peut s'intéresser au futur et au passé. On peut estimer et évaluer les éventuelles vulnérabilités à mesure qu'elles apparaissent. Vous pourriez constater qu'une conjugaison de ces éléments conduit généralement à la violence et, bien que cela ne soit pas déterministe, vous pourriez affirmer que des vulnérabilités apparaîtront dans cet endroit à l'avenir. Cela devient donc tactique, opérationnel, plutôt que juridique. Le droit est très clair. Le droit jugera sur le fondement du passé, pas du futur.

En 2014, *Forensic Architecture* a commencé à développer un logiciel libre appelé PATTRN, dans un projet coordonné par Francesco Sebregondi. PATTRN a été conçu en tant que plateforme de production participative, qui permet aux activistes de télécharger des informations puis d'établir des relations entre des événements

11 Columbia Law School Human Rights Clinic et Center for Civilians in Conflict, *The Civilian Impact of Drones: Unexamined Costs, Unanswered Questions*, rapport, 2012, pp. 8-9, disponible sur : [http://civiliansinconflict.org/uploads/files/publications/The\\_Civilian\\_Impact\\_of\\_Drones\\_w\\_cover.pdf](http://civiliansinconflict.org/uploads/files/publications/The_Civilian_Impact_of_Drones_w_cover.pdf).

12 Pour plus d'informations sur la pratique des frappes signatures, voir Kevin Jon Heller, « "One Hell of a Killing Machine": Signature Strikes and International Law », *Journal of International Criminal Justice*, vol. 11, n° 1, 2013, disponible sur : [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=2169089](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2169089).



distincts, en identifiant des schémas et des tendances dans le temps et l'espace. PATTRN a été conçu pour permettre une modélisation participative, pilotée par les citoyens. Notre but était de soutenir le partage et la collecte de comptes rendus directs d'événements par des personnes victimes de violences, de rassembler ces données et de produire des analyses, sans avoir besoin, finalement, d'enquêteurs professionnels sur le terrain. Recueillir ce type d'informations sur un modèle participatif exige de protéger l'anonymat des utilisateurs. La protection des données est cruciale et les technologies d'anonymisation que nous utilisons constituent la condition essentielle de participation dans les situations où l'identification des chercheurs pourrait s'avérer dangereuse. C'est pourquoi, la vérification des données peut être effectuée non pas en retraçant la provenance des preuves et en les rapportant à l'identité des utilisateurs, mais en ayant recours à la correction entre pairs, avec un contrôle éditorial minimal. Ceci nous permet de réduire au minimum le risque pour les utilisateurs sans rendre l'outil vulnérable du point de vue juridique<sup>13</sup>.

Plusieurs organisations utilisent PATTRN. Certaines ont besoin de l'analyse structurelle afin d'identifier des tendances dans des données antérieures. Par exemple, la Cour pénale internationale de La Haye, qui est en train d'envisager l'ouverture de poursuites à l'encontre l'Israël pour la guerre de Gaza de 2014, a eu besoin d'entreprendre une analyse structurelle pour déterminer si les violations étaient « généralisées et systématiques » et a examiné la base de données des attaques survenues durant cette guerre établie par le logiciel de *Forensic Architecture*<sup>14</sup>. Mais l'analyse structurelle peut également être utilisée pour fournir des prévisions et des indications générales sur le lieu et le moment où les vulnérabilités peuvent être attendues. Des organisations travaillant sur le risque couru par les migrants en Méditerranée ont utilisé PATTRN pour analyser la convergence des catégories qui aideraient à identifier ces risques émergents ou les situations dans lesquelles les personnes risquaient le plus d'être interceptées ou d'être abandonnées à leur sort<sup>15</sup>. La précision des prévisions est fondée sur la qualité et la quantité des données. Tout résultat doit être traité avec prudence et comme un simple indicateur tactique de possibilité. Mais l'analyse structurelle à propos des droits de l'homme pourrait ouvrir la voie pour que les techniques de criminalistique soient utilisées non seulement pour étudier le passé, mais, plus stratégiquement, d'une manière prédictive qui soit orientée vers l'avenir.

13 PATTRN est disponible sur : <http://pattrn.co/>.

14 Voir FSBRG, « ICC Gaza Methods and Findings, Presentation at the International Criminal Court », disponible sur : <https://fsbrg.net/icc-gaza-methods-findings>.

15 Voir Forensic Architecture, *The Left-to-Die-Boat*, disponible sur : [www.forensic-architecture.org/case/left-die-boat/](http://www.forensic-architecture.org/case/left-die-boat/).